

**AU SOIR D'ALGÉRIE :****réfèrent nord-africain»**

Caprice de la géographie et résonnance de l'histoire, comme en 1949, cette mission a été conduite par le groupe de Ben Aknoun.

**Comment cela s'est-il fait pratiquement ?**

Je raconte ces péripéties dans le livre par lequel vous avez introduit cet entretien. Après quelques contacts, nous avons vite compris que le Pags (le courant communiste) était définitivement installé dans le «soutien critique» avec Boumediène. Non seulement la question amazighe n'était pas dans ses «priorités nationales» mais pour lui, elle représentait un danger pour «la révolution».

***Nous avons alors pris langue avec Aït Ahmed en tant que groupe déjà constitué. Le contrat était simple. Nous relançons le parti en Algérie, mais à la condition que la question amazighe, évacuée en 1963, soit, cette fois, explicitement assumée. Cela n'avait pas été évident car le vécu, la sensibilité et l'expérience de notre génération par rapport à ce dossier n'étaient pas de même nature que ce que son parcours en avait retenu.***

Cette hostilité n'allait pas tarder à s'exprimer contre nous dans des prises de position très violentes exprimées par ses journalistes et ses syndicalistes quand nous serons arrêtés en avril 1980. Le PRS (Parti de la révolution socialiste) de Boudiaf, alors d'obédience maoïste, essentiellement installé dans l'émigration, ne voyait pas non plus d'intérêt pour une question peu lisible dans la grille de la lutte des classes. L'extrême gauche considérait, à l'époque, la question amazighe comme une ruse «de la bourgeoisie».

Nous avons alors pris langue avec Aït Ahmed en tant que groupe déjà constitué. Le contrat était simple. Nous relançons le parti en Algérie, mais à la condition que la question amazighe, évacuée en 1963, soit, cette fois, explicitement assumée. Cela n'avait pas été évident car le vécu, la sensibilité et l'expérience de notre génération par rapport à ce dossier n'étaient pas de même nature que ce que son parcours en avait retenu. Une fois l'accord conclu, j'ai repris la réorganisation du parti en Algérie qui était inexistant et j'ai proposé Saïd Boudaoud, un ancien de Ben Aknoun, pour l'émigration. Le deal a tenu jusqu'en avril 1980 quand Ait Ahmed nous a envoyé un émissaire de France, Rabah Lekadir, pour nous informer qu'il s'opposait à ce que son parti soit associé à des manifestations qui portaient sur des questions dont il estimait la portée et l'urgence accessoires ; ce qui, il faut le dire, était un peu la position de la plupart des hommes politiques encore en activité dans cette génération.

**Comment a été déclenché avril 1980 ?**

Il y avait un travail culturel qui impliquait toutes sortes de secteurs. Mais dans la clandestinité, le groupe FFS qui comptait une centaine de personnes (106 exactement) en Algérie et en émigration initiait l'essentiel des programmations. C'est dans ce cadre que Hend Sadi et Ramdane Achab ont décidé d'inviter Mouloud Mammeri à animer une conférence à Tizi Ouzou le 10 mars 1980. L'interdiction sera durement ressentie. La décision d'organiser une marche d'universitaires a été prise sur place. Dépassé par la dynamique, le PAGES tenta d'infiltrer le mouvement par des slogans comme «Pour la charte nationale», «Vive les tâches d'édification nationale !» ou d'autres formules du même registre, autant de proclamations qui, aujourd'hui, peuvent faire sourire tant elles étaient étrangères à l'esprit du pluralisme politique et culturel du mouvement. Mais cette tentative fut sans grande importance sur l'élan général. Personnellement, j'essayai d'attirer l'attention pour que la mobilisation de la population, révoltée par l'annulation d'une conférence portant sur un thème aussi anodin que «Les poèmes kabyles anciens», ne retombe pas. Pour cela, il fal-

lait que la contestation sorte du cadre estudiantin. J'avais déjà eu le temps de recruter et structurer un certain nombre de praticiens au FFS parmi lesquels Mouloud Lounaoui, Saïd Khelil, Idir Redad, Mohand Stiet, Rachid Halet, Ali Ouabadi... Le défunt Maamar Berdous, Mouloud Khellil, Ahmed Aggoun et d'autres étaient chargés d'intervenir dans des secteurs comme les unités industrielles, l'éducation...

**Donc toutes les actions lancées étaient décidées dans le cadre des structures du FFS ?**

Au début, et pour l'essentiel, oui. Mais je

vous ai dit qu'Aït Ahmed ne voulait pas de ce déclenchement. Il a été mis devant le fait accompli et les initiatives ont été prises par des collectifs ou des comités ad hoc.

Avec Hend Sadi et Ramdane Achab, nous avons retenu l'idée d'une marche sur place quand la foule, stupéfaite, apprit l'interception de Mammeri. Arab Akinine et le défunt Djaffar Ouahioune, étudiants, portèrent l'idée auprès des comités de cité. Il y avait de rudes échanges, mais Aziz Tari, d'obédience communiste, et Djamal Zenati, d'extrême gauche, se sont associés à l'initiative malgré les divergences d'opinion. Sitôt la manifestation passée et l'université occupée, nous avons décidé d'investir aussi l'hôpital tout en veillant scrupuleusement à ce que les soins soient assurés. Plus tard, je suis parti avec Saïd Khelil à l'usine Sonelec où nous avions donné rendez-vous à des travailleurs d'autres entreprises pour installer le comité de coordination populaire. Dès lors, le mouvement était sur une autre trajectoire et dans une autre dimension. Dans les faits, le joint avec 1949 venait d'être réalisé. La problématique identitaire portée aussi par le monde du travail venait de franchir un palier qualitatif important. Elle était installée dans son essence politique avec l'idée qu'elle ne pouvait s'accomplir que dans une Algérie démocratique, d'où le couplage fusionnel de la revendication culturelle avec les libertés démocratiques.

**Comment a été vécue cette propagation qui, d'après ce que vous nous en avez dit, a surpris tout le monde ?**

Une fois la dynamique lancée, nous savions que le temps nous était compté. Nous devions faire vite car nous savions que le pouvoir allait intervenir. J'ai demandé à Arezki Aït Larbi, que j'avais aussi recruté dans le réseau FFS d'Alger, de se tenir prêt pour une action dans la capitale et j'ai rédigé un appel à une marche pour le 7 avril qui devait faire écho avec une manifestation programmée à Paris par nos camarades mais qui avait été contenue par les autorités françaises qui ne voulaient surtout pas déplaire au régime algérien. Par la suite, toutes les tentatives de manifestation de solidarité envisagées à Paris seront interdites. Vous comprendrez pourquoi nous hésitions entre mépris et dérision quand on entend le pouvoir dénoncer le *hizb França*. Le fait est que le tract sera massivement diffusé dans les cités universitaires d'Alger. Là, j'aimerais rappeler que Mustapha Bacha qui était alors dans l'extrême gauche a aidé à l'organisation de la marche. Une des conditions de la réussite d'avril 1980 vient du fait que, malgré quelques regrettables dérapages où on dénonçait le FFS, alors dans la clandestinité, dans un système de parti unique lors des assemblées générales, des

gens de sensibilités différentes ont accepté de conjuguer leurs efforts contre le pouvoir. Arezki About, fonctionnaire à l'université, ou Salem Djebbarra, enseignant, n'étaient pas au FFS, mais ils se sont impliqués du mieux qu'ils le pouvaient. La manifestation d'Alger à laquelle j'avais invité Mammeri et Yacine qui n'avaient pas voulu s'y joindre, et avec du recul on les comprend, avait rassemblé environ 600 personnes à la place du 1<sup>er</sup>-Mai. Elle fut violemment réprimée mais son écho national et international était considérable.

Néanmoins, le vrai problème était d'apporter la démonstration d'une adhésion populaire effective à la revendication amazighe. Après avoir pris contact avec quelques personnes actives dans la ville de Tizi Ouzou, où le pharmacien Aïche (un des membres du groupe de Ben Aknoun de 1949) et le bijoutier Nedir, paix à leur âme, jouaient un rôle capital grâce à leur moralité exemplaire, je compris qu'une sortie des citoyens dans la rue était impossible dans l'immédiat. La seule action politiquement parlante et qui n'expose pas la population adulte, encore marquée par la peur, serait une grève générale. C'est comme cela que, malgré des réticences compréhensibles, j'ai rédigé un appel à la grève générale du 16 avril qui fut suivie partout, y compris par les fonctionnaires de la wilaya. La résignation post-indépendance venait d'être vaincue. Le reste est connu. J'en ai longuement parlé dans le livre qui va sortir.

**Vous nous avez parlé des villes. Qu'en est-il de la population rurale ? Comment suivait-elle les événements ?**

J'ai parlé ici de ce que j'ai vécu directement. Le pouvoir a perdu un temps précieux que nous avons exploité au mieux et les villages les plus reculés étaient gagnés à la cause au bout de seulement quelques jours car depuis des années, le travail de proximité des étudiants et des lycéens avait préparé le terrain. Chaque lycée, chaque hameau s'organisait et lançait ses propres manifestations. Outre les campagnes, il y avait aussi l'émigration en connexion permanente avec le pays qui relayait et amplifiait à l'étranger le combat

***Je le redis en toute simplicité, avril 1980 est l'acte de naissance des conquêtes démocratiques par le combat pacifique. Les acquis sont immenses. Les enseignes en tamazight sur le fronton des sièges des communes sont des conquêtes du Printemps amazigh. Symboliques, ces signes sont une défaite du monolithisme qui a stérilisé l'Algérie.***

malgré les obstructions du gouvernement français. En fait, nous avions traduit le précepte de Ben M'hidi. Nous avions jeté la Révolution dans la rue et le peuple s'en est saisi.

**Quel regard portez-vous sur le bilan d'avril 1980 ?**

Je le redis en toute simplicité, avril 1980 est l'acte de naissance des conquêtes démocratiques par le combat pacifique. Les acquis sont immenses. Les enseignes en tamazight sur le fronton des sièges des communes sont des conquêtes du Printemps amazigh.

Symboliques, ces signes sont une défaite du monolithisme qui a stérilisé l'Algérie. J'ai été invité l'été passé dans l'Akfadou, haut lieu de la lutte pour l'indépendance. Tous les panneaux de signalisation sont écrits dans les trois langues et j'ai remarqué les inscriptions en tamazight sont exécutées dans une parfaite transcription grâce au dévouement de militants associatifs.

Le combat pour les droits de l'homme est le prolongement des mêmes luttes. La dénonciation de la confiscation de l'histoire par les enfants de chouhada est aussi une déclinaison d'avril 1980... Il m'est arrivé de voir des débats télévisés dans la campagne présidentielle de 2014, si on peut appeler cela une campagne. Comme tous les Algé-

riens, j'ai constaté que la télévision publique qui nous avait dénoncés comme des traîtres à la nation a été obligée d'associer la langue amazighe à l'arabe dans les panneaux de ses studios. Dans d'autres régions amazighophones des groupes se forment et se mobilisent pour l'officialisation de la langue amazighe dans un moment crucial de l'histoire politique du pays.

Avril 1980 a introduit la culture de la lutte pour l'émancipation démocratique par opposition aux affrontements menés pour la confiscation du pouvoir. C'est une pédagogie importante : apprendre à se battre pour des perspectives historiques qui peuvent demander du temps pour se réaliser. On note que ces pratiques gagnent en audience. On l'a vu à Ouargla, au M'zab et récemment à In Salah. Des jeunes s'organisent dans la durée et autour de valeurs et pas uniquement pour des problèmes de conjoncture, même si ces derniers ont aussi leur importance. Il y a comme un paradoxe. Le mouvement qui a le plus irrigué les luttes sociales est celui qui a le moins impacté la structure du pouvoir. Mais le paradoxe n'est qu'apparent. Avril 1980, qui a transformé la société, est incompatible avec le système.

Les acquis démocratiques directs et indirects du Printemps berbère sont immenses. Sans compter la résonance de cette épopée au Maroc, en Libye et, depuis quelque temps, même en Tunisie. On ne l'a pas encore formellement admis mais avec le retour de Mohamed Boudiaf, Avril 1980 constitue l'un des deux moments qui ont réveillé la conscience citoyenne et relancé l'espoir dans le pays et notre voisinage. Le moment est venu de faire de cette date un référent démocratique pour l'Afrique du Nord.

**D'aucuns estiment que le mouvement est à bout de souffle...**

Comme pour toutes les luttes, il y a des hauts et des bas. Actuellement, on observe une respiration, une pause. Mais la problématique est toujours vivace. Vous pourrez l'observer le 20 avril prochain. L'exigence de l'officialisation de la langue amazighe fait

partie du gène démocratique du pays. Et cela est fondamental pour l'avenir algérien et même nord-africain. On ne construit un destin national ni sur le reniement ni a fortiori sur la mutilation. C'est vrai que des reculs menacent quotidiennement le combat le plus fidèle et le plus digne de Novembre et de la Soummam.

Quand on voit ce que l'on a fait subir à la mémoire de Mouloud Mammeri dans la maison de la culture qui porte son nom, on comprend bien que rien n'est acquis définitivement. Des jeunes revendiquent tamazight, mais tous ne s'empressent pas d'apprendre à l'écrire, des associations culturelles instrumentalisées dégradent la portée et le message d'Avril 1980. Cependant, et en dépit de ces handicaps, le Printemps amazigh reste le seul mouvement d'après-guerre à assumer des objectifs démocratiques clairs. C'est pour cela que nous, acteurs de ce moment privilégié, devons nous astreindre à l'exemplarité éthique car chaque faiblesse peut attenter à ce grand combat que nous avons mené et qui nous dépasse. Il est plus difficile de garder sa fidélité à un combat que de le déclencher.

**Un dernier mot ?**

La lutte continue.

N. B.